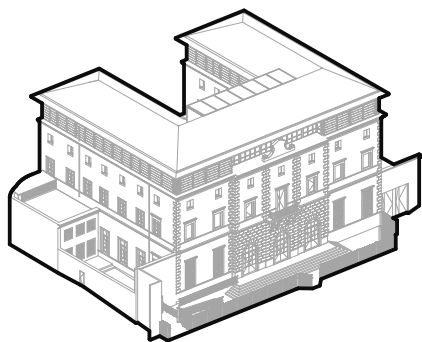





PIÈCES ÉCRITES

24011-JUS - MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA SÉCURISATION DU PALAIS DE JUSTICE MASSERIA À AJACCIO



MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA SÉCURISATION DU PALAIS DE JUSTICE MASSERIA À AJACCIO

Tribunal Judiciaire d'Ajaccio
20000 AJACCIO

 MINISTÈRE DE LA JUSTICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	MAITRISE D'OUVRAGE	Ministère de la Justice Secrétariat Général - Service de l'Immobilier Ministériel Délégation interrégionale d'Aix-en-Provence	350, avenue du Club Hippique 13096 CEDEX 2 Aix-en-Provence vianney.dupommier@justice.gouv.fr 06 12 03 33 79	M. Dupommier Vianney vianney.dupommier@justice.gouv.fr 06 12 03 33 79
 ATELIER MATERIA ARCHITECTURE - URBANISME	ARCHITECTE MANDATAIRE	Atelier Materia	49 cours Napoléon 20000 Ajaccio contact@ateliermateria.com 04 95 78 83 11	Aramu Pierre-Yves - Architecte Associé 04 95 78 83 11 06 09 49 29 89
 FGI Ingénierie <i>génie thermique - ventilation - climatisation</i>	BET FLUIDE SSI	FGI	Z.A. Baléone Centre 20167 AFA fgi.contact@orange.fr 04 95 71 18 49	M. Fieschi Hervé - Ingénieur hf.fgi@orange.fr 06 14 09 08 80

INDICE	N°	DATE	INFORMATIONS
1		15/02/2025	Diffusion initiale
2		26/02/2025	Remarques MOA

Note Methodologique

Phase : PRO	Date : 26 Février 2025	Localisation : -	Format : A4	E-006
Indice : 2	Émetteur : Atelier Materia	Type : PE	Échelle :	



CCTP LOT 01 ORGANISATION DU CHANTIER

24011-JUS -

1	GÉNÉRALITÉS.....	P 2
2	CHANTIER SITE OCCUPÉ.....	P 2
3	ORGANISATION DU SÉQUENÇAGE.....	P 2
4	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT.....	P 3
5	DÉPENSES D'ENTRETIEN.....	P 3
6	DÉPENSES DE CONSOMMATION.....	P 3
7	INSTALLATION DE CHANTIER.....	P 3
8	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER.....	P 3



CCTP LOT 01 ORGANISATION DU CHANTIER

24011-JUS -

1 GÉNÉRALITÉS

Les emplacements nécessaires pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et d'équipements, les voies d'accès aux travaux, les emplacements de parking de véhicules seront déterminés par le Titulaire du lot n°1 sur l'emprise foncière mise à sa disposition par le maître d'Ouvrage- mandataire et seront définis par le CSPS.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le Titulaire fera son affaire des autorisations d'occupation de voiries, en cas d'encombrement de la voie et également de circulation de camions et de sorties sur la voie publique.

2 CHANTIER SITE OCCUPÉ

Le chantier s'opère en site occupé.

Les niveaux R+1 - Entresol - R+2 - R+3 sont occupés par des bureaux et locaux accessibles au public.

Le niveau concerné (RDC) sera en continuité d'exploitation à la fois pour le passage du public comme pour la tenue des audiences, le personnel sera amené à circuler.

Une attention sera portée à la mise en place du cheminement de sécurité depuis l'entrée vers les zones accessibles au public.

Le séquençage de chantier G-022 permet d'organiser les interventions suivant une méthodologie limitant les interfaces. L'installation de chantier suivra l'organisation des interventions.

Les interventions nécessitant la fermeture totale des niveaux seront définies conjointement et programmées.

3 ORGANISATION DU SÉQUENÇAGE

Le chantier s'opère en site occupé.

Les zones d'intervention sont repérées au plan G-021.

La zone A dispose des travaux de création du SAUJ entre l'ascenseur et l'escalier s'ouvrant sur le patio.

La zone B dispose des travaux opérés sur la restructuration du PCS et son déplacement.

La zone C des travaux opérés sur l'agrandissement du box de la salle d'audience pénale.

La zone D dispose des travaux d'agrandissement de l'accès secondaire.

Enfin la clôture est remplacée et s'opère suivant un phasage indépendant du fonctionnement général.

Le chantier opéré en zone C concernant le BOX s'effectue dans une temporalité CONTRAINTÉ par les impératifs des audiences déjà programmée et nécessite un démarrage impératif semaine 28 et une livraison contractuelle sans possibilité de délais supplémentaires semaine 33 le 15/08. Les entreprises ont connaissance de part les planning de la nécessité d'une disponibilité durant le mois d'août.

L'intervention dans la salle d'audience est contrainte par la continuité de fonctionnement du Palais de Justice, une opportunité de fermeture est possible cet été à compter de la semaine 28. Une préfabrication des éléments est attendue afin d'anticiper la période de fermeture s'opérant jusqu'à la semaine 33.

Les travaux suivront le séquençage suivant :

- Dépose des mobiliers et reprise en atelier
- Dépose vitre et cadre aluminium
- Dépose des allèges et de l'estrade
- Reprise des réseaux
- Reprise de l'allège greffier
- Mise en place des nouvelles allèges
- Pose des estrades
- Pose des ouvrages de menuiserie aluminium
- Reprise des peintures
- Finition des nouveaux éléments
- Pose du plafond
- Pose des mobiliers modifiés en atelier

Les chantiers des zones A et B suivent un séquençage d'installation. Le commencement s'opère par une intervention de la zone A pour la création du SAUJ et la reprise des nouveaux tableaux de connectique SSI en préparation du remplacement du PCS.

Une fois les travaux finalisés en zone A, le chantier se basculera en zone B1, la zone B est divisée afin de permettre le passage des flux de personnel et du public durant le chantier. Les zones seront successivement finalisées avant la mise en service complète du nouveau PCS. Durant l'opération de démolition et reconstruction du nouveau PCS, les services de sécurité seront repoussés à l'extérieur sous une tonnelle démontable provisoire.

Les zones D et extérieures suivent un calendrier indépendant.

Une attention sera portée à la rapidité d'exécution de l'agrandissement de l'ouverture et de son opérabilité en période creuse aux horaires de fermeture du palais de justice. Les entreprises devront prendre en compte ces éléments dans leurs offres.



CCTP LOT 01 ORGANISATION DU CHANTIER

24011-JUS -

4 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Frais de balisage et de signalisation dans le chantier et à l'extérieur du chantier,
Dès l'ouverture du chantier, le Titulaire doit installer le panneau de chantier pour indiquer la description sommaire de l'opération, les noms, adresses et spécificités des intervenants, la date de commencement des travaux et la date présumée de leur achèvement, et la maîtrise d'ouvrage avec son logo.

L'organisation de la base de vie et des installations d'hygiène sur le site (y compris raccordement, entretien et nettoyage), y compris son adaptation éventuelle à l'évolution et au déroulement du chantier.

Tous les ouvrages nécessaires à la sécurité des travailleurs du chantier : installation des dispositifs communs de sécurité sur le chantier (garde-corps, mains courantes, passerelles, éclairage, etc ...) ainsi que leur entretien, leur remise en état et leur démontage, tous les ouvrages nécessaires à la sécurité du chantier, y compris vis-à-vis des tiers (les clôtures périphériques nécessaires pour interdire l'accès en dehors des heures de chantier), l'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires (Eau, électricité, téléphone,)

Les frais d'installation et d'organisation du chantier, y compris leur adaptation,

Les frais de raccordement des réseaux secs et humides des installations de chantier, les frais relatifs aux essais de fonctionnement et de performances des installations,

La création et l'entretien des voies, chemins, passerelles, rampes et tout ouvrage nécessaires à la circulation dans le chantier,

Les constats préalables et postérieurs avec les services propriétaires ou gestionnaires des surfaces potentiellement impactées par le projet (voirie, propriétés voisines)

Le nettoyage et la remise en état des voies publiques et privées, réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, ayant subi des dommages provoqués par les engins de chantier,

Les frais de gros et petit matériels, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter, les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier.

5 DÉPENSES D'ENTRETIEN

Les charges temporaires de voirie, et de police

Les frais de gardiennage (surveillance) du chantier

Les frais de nettoyage de l'ensemble des locaux de chantier

Pour la propreté du chantier :

Les cotraitants et sous-traitants doivent laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux ; le titulaire fera son affaire de l'évacuation des déchets,

les cotraitants et sous-traitants doivent procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées, les cotraitants et sous-traitants ont la charge de l'enlèvement des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques.

6 DÉPENSES DE CONSOMMATION

Sont à la charge des titulaires de chaque lot les dépenses suivantes :

Eau, électricité, téléphone, Climatisation des locaux du chantier et, s'il y a lieu, de l'ouvrage objet des travaux, y compris combustibles et/ou énergie nécessaire pour les essais, frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre, détériorés, vandalisés ou détournés.

7 INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations de chantier ne devront gêner en rien l'avancement du chantier, ni la livraison des ouvrages.

En fin de travaux, le terrain devra être remis net de toutes installations et complètement nettoyé

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

8 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER

8.1

Signalisation du chantier

Le Titulaire doit tout balisage et signalisation en lien avec les autorités locales compétentes et selon les besoins du code de la route.



CCTP LOT 01 ORGANISATION DU CHANTIER

24011-JUS -

8.2

Nuisances liées au chantier

Le chantier devra être conduit de façon à causer un minimum de gêne aux riverains, y compris s'agissant des nuisances sonores, et permettre le fonctionnement des ouvrages et bâtiments restant en activité à proximité (et plus particulièrement du collège).

Le chantier sera organisé pour respecter les dispositions de la loi n°92-l 444 du 31 décembre 1992 dite "loi Bruit", avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

A défaut de restrictions plus contraignantes, les niveaux de bruit suivants seront respectés les jours ouvrables:

Entre 7h et 19h30: 75 dB(A) en limite de chantier, avec des pics maximaux de 85 dB(A)

Entre 19h30 et 22 h Emergence inférieure à 5 dB(A) Entre 22h et 7h le lendemain matin : Emergence inférieure à 3 dB(A)

Entre le samedi soir 19h30 et le lundi matin 7h (ou respectivement veille et jours fériés), l'émergence due au chantier sera inférieure à 3 dB(A).

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que :

Les contrôles des niveaux de bruit par sonomètre sont imposés à l'entreprise durant le chantier ainsi que l'obligation de fournir au mandataire le recueil du suivi des données, par semaine, les services de police peuvent constater les infractions même sans mesurer les niveaux sonores atteints, en contrôlant les distances d'utilisation par rapport aux habitants, en se faisant présenter les documents d'homologation, en contrôlant les marques d'identification des engins et le bon fonctionnement des dispositifs d'insonorisation, les sanctions fixées par le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 sur la lutte contre les bruits de voisinage peuvent être prises à l'encontre de l'entreprise, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entreprise sanctionnée

En fonction des caractéristiques du chantier, les entreprises devront :

Généraliser les banches à serrage par clé dynamométrique et non marteau :

Eviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec ; Les réservations seront planifiées le plus efficacement possible, un suivi rigoureux évitera les reprises après des erreurs de coulage, pour la découpe d'autres appareils moins bruyants, comme des scies à lame seront utilisés, Eviter les chutes de matériels qu'elles qui soient,

Préférer les engins électriques à ceux qui sont pneumatiques, à service rendu équivalent,

Mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants (vibreurs, marteau piqueur) qui stipulera les emplacements des engins bruyants afin d'éviter les réverbérations et les transmissions de vibrations.

Le doublement des engins et matériels sera envisagé car on réduit les durées d'utilisation en augmentant peu le niveau sonore (3 dB(A) environ),

Organiser le chantier pour éviter la marche arrière des camions ou toupies de béton et en Informer les fournisseurs,

Utiliser des engins insonorisés (un marteau piqueur insonorisé émet 100 dB(A) contre 130 dB(A))

Le Titulaire garantit que les engins de chantier qu'il utilisera seront homologués, en matière d'émissions de bruits et de pollution en particulier, lorsque cela est réglementé.

Toute précaution sera prise pour limiter l'émission de poussières du fait de la manœuvre des engins déchanter.

Un planning "horaires pour les livraisons du chantier "sera établi au moment de l'ouverture de celui-ci.

8.3

Horaires de travail

Le Titulaire garde la responsabilité de l'obtention selon le code du travail, des autorisations administratives nécessaires, selon la durée ou la période de travail de ses équipes de personnels.

Un plan de stationnement pour les véhicules de chantier sera établi au début des travaux.